

2

**COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET DE LA BONNETERIE**  
**CCT DU 19 DECEMBRE 2005 CONCERNANT LA MEDECINE DE CONTROLE DANS**  
**L'INDUSTRIE TEXTILE ET DE LA BONNETERIE**

Vu la loi du 13/06/1999 relative à la médecine de contrôle ;

Vu l'article 31 de la loi du 3/07/1978 relative aux contrats de travail ;

Vu l'avis paritaire du 19 décembre 2005 concernant la médecine de contrôle dans l'industrie textile et de la bonneterie ;

Attendu que les dispositions **impératives** de la loi du 13/06/1999 relative à la médecine de contrôle doivent s'appliquer depuis le 1/12/2002 dans le secteur textile ;

Attendu que le nouvel article 31 de la loi du 3/07/1978 relative aux contrats de travail est entré en vigueur depuis le 1/12/2002 ;

Attendu que la sécurité juridique concernant l'application des dispositions légales impératives et des dispositions sectorielles complémentaires en vigueur doit être garantie ;

**IL EST CONVENU ENTRE**

l'A.C.V.-C.S.C. Textura  
 la F.G.T.B. Textile, Vêtement et Diamant  
 La Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique d'une part,

**ET**

la Fédération Textile FEBELTEX d'autre part,

**CE QUI SUIT :**

**I. CHAMP D'APPLICATION**

**Article 1**

La présente convention collective est applicable à toutes les entreprises textiles et de la bonneterie (ci-après dénommées employeurs) relevant de la compétence de la Commission Paritaire pour l'industrie textile et de la bonneterie et aux ouvriers(ères) qu'elles occupent (ci-après dénommés ouvriers), à l'exception des entreprises et ouvriers y occupés relevant de la compétence des sous-commissions paritaires pour le textile de Verviers (S.C.P. 120.01), pour le lin (S.C.P. 120.02) et pour le Jute (S.C.P. 120.03).

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.
24 -12- 2005	24 -01- 2006	N°

78.214 / 1601120 / v

**II. OBJET DE LA CONVENTION**

**Article 2**

Afin d'éviter tout problème d'interprétation, les parties signataires décident de remplacer par la présente convention la CCT du 19/07/1973 de la C.P. nationale de l'industrie textile et de la bonneterie relative à certaines modalités d'octroi du salaire hebdomadaire et mensuel garanti.

**III. OBLIGATION D'AVERTISSEMENT**

**Article 3**

En cas d'incapacité de travail résultant d'une maladie ou d'un accident, l'ouvrier doit en informer au plus tôt son employeur.

Lorsque l'ouvrier en incapacité de travail sait que son incapacité de travail durera plus longtemps qu'initialement prévu, l'employeur doit en être informé immédiatement.

**IV DELIVRANCE D'UN CERTIFICAT MEDICAL**

**Article 4**

Pour chaque incapacité de travail, l'ouvrier remet à son employeur un certificat médical daté de son médecin traitant, qui mentionne l'incapacité de travail, ainsi que la durée probable de celle-ci et si, en vue d'un contrôle, l'ouvrier peut se rendre éventuellement à un autre endroit.

Sauf dans les cas de force majeure, l'ouvrier envoie le certificat médical ou le remet à l'entreprise dans les deux jours ouvrables à partir du premier jour de l'incapacité de travail.

La prolongation éventuelle de l'incapacité de travail doit être justifiée, dans les deux jours ouvrables, au moyen d'un nouveau certificat médical. En cas d'une nouvelle incapacité de travail survenant dans les quatorze premiers jours calendrier qui suivent la fin de l'incapacité précédente, le certificat médical doit également mentionner si la nouvelle incapacité est due à une autre maladie. En cas d'absence de cette mention sur le certificat médical, il est présumé que les deux incapacités de travail sont dues à une même cause.

**Article 5**

Lorsque le certificat médical n'est pas remis ou est remis au-delà du terme de deux jours ouvrables prévu par l'article 4, l'ouvrier n'a pas droit au salaire hebdomadaire et mensuel garanti pour les jours d'incapacité qui précèdent le jour de remise ou de l'envoi du certificat, sauf lorsque cet oubli ou ce retard est dû à un cas de force majeure.

## V. CONTROLE MEDICAL

### Article 6

L'ouvrier ne peut refuser de recevoir un médecin-contrôleur, délégué et rémunéré par l'employeur et satisfaisant aux dispositions de la loi du 13/06/1999 relative à la médecine de contrôle, ni de se laisser examiner par celui-ci.

Le médecin-contrôleur doit remplir les conditions suivantes :

- il doit être autorisé à pratiquer l'art de guérir et avoir cinq années d'expérience comme médecin généraliste ou une pratique équivalente ;
- lors de chaque visite, il doit signer une déclaration d'indépendance qui sert de garantie du fait qu'il bénéficie d'une totale indépendance par rapport à l'employeur et au travailleur, vis-à-vis desquels il exerce la médecine de contrôle ;
- il ne peut pas non plus être le conseiller en prévention-médecin du travail de l'entreprise.

### Article 7

A moins que le médecin traitant de l'ouvrier n'estime que son état de santé ne lui permet pas de se déplacer, l'ouvrier doit, s'il y est invité, se présenter chez le médecin-contrôleur.

### Article 8

Le contrôle médical se déroule en application des dispositions suivantes :

- 1° - l'endroit où s'effectue le contrôle médical chez le médecin-contrôleur ne peut pas être situé à plus de 15 km du domicile de l'ouvrier. La distance précitée de 15 km peut être modifiée par un accord régional ou d'entreprise ;
- 2° - ce contrôle a lieu entre 8 et 18 heures ;
- 3° - les frais de déplacement de l'ouvrier sont à charge de l'employeur ;
- 4° ce contrôle peut également avoir lieu au domicile de l'ouvrier, conformément aux mentions du certificat médical. Dans ce cas, le contrôle médical aura lieu entre 8 et 20 heures.

### Article 9

Le médecin-contrôleur examine la réalité de l'incapacité de travail, vérifie la durée probable de l'incapacité de travail et, le cas échéant, les autres données médicales pour autant que celles-ci soient nécessaires à l'application de la législation. Toutes les autres constatations demeurent couvertes par le secret professionnel.

### Article 10

Le médecin-contrôleur remet aussi rapidement que possible, éventuellement après consultation du médecin traitant de l'ouvrier, ses constatations écrites à l'ouvrier. Si l'ouvrier ne peut à ce moment marquer son accord avec les constatations du médecin contrôleur, ceci sera **acté** par ce dernier sur l'écrit précité.



## **Article 11**

Lorsque l'ouvrier néglige d'accomplir les formalités prévues ou refuse le contrôle ou rend celui-ci impossible, il peut se voir refuser le bénéfice du salaire hebdomadaire et mensuel garanti, à l'exception de la période d'incapacité de travail pour laquelle il n'y a pas de contestation. Les journées ainsi non rémunérées sont considérées comme journées d'absence injustifiée.

A partir de la date du premier examen médical de contrôle pour lequel l'ouvrier a été convoqué ou de la date de la première visite à domicile du médecin-contrôleur, l'ouvrier peut se voir refuser le bénéfice du salaire hebdomadaire et mensuel garanti, à l'exception de la période d'incapacité de travail pour laquelle il n'y a pas de contestation.

## **VI. PROCEDURE D'ARBITRAGE**

### **Article 12**

Sans préjudice de la compétence des cours et tribunaux, les litiges d'ordre médical survenant entre l'ouvrier et le médecin-contrôleur sont résolus par procédure d'arbitrage, conformément à l'art. 31, §5 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Le droit au salaire hebdomadaire et mensuel garanti est dû pour la période d'incapacité de travail de l'ouvrier reconnue suite à la résolution du litige.

## **VII. DISPOSITIONS FINALES**

### **Article 13**

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2006. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties signataires, moyennant notification d'un délai de préavis de 6 mois.

### **Article 14**

Les parties signataires demandent que la présente convention collective de travail soit rendue obligatoire par arrêté royal.

Fait à Gand, le 19 décembre 2005

Textura

La FGTB Textile, Vêtement et Diamant

Générale des Syndicats

**PARITAIR COMITE VOOR DE TEXTIELNIJVERHEID EN HET BREIWERK**  
**CAO VAN 19 DECEMBER 2005 BETREFFENDE DE CONTROLEGENEESKUNDE**  
**IN DE TEXTIEL- EN BREIGOEDSECTOR**

Gelet op de Wet van 13/06/1999 betreffende de controlegeneeskunde ;

Gelet op het artikel 31 van de Wet van 3/07/1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten ;

Gelet op het paritair advies van 19 december 2005 betreffende de controlegeneeskunde in de textiel- en breigoedsector ;

Aangezien de dwingende bepalingen van de Wet van 13/06/1999 betreffende de controlegeneeskunde sedert 1/12/2002 in de textielsector moeten toegepast worden ;

Aangezien het nieuwe artikel 31 van de Wet van 3/07/1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten sedert 1/12/2002 van kracht is ;

Aangezien de rechtszekerheid omtrent de toepassing van de dwingende wettelijke bepalingen en van de geldige aanvullende sectorale bepalingen moet gewaarborgd worden ;

**WORDT TUSSEN :**

het ACV-Textura,  
 het ABW Textiel, Kleding en Diamant  
 de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België enerzijds,

**EN**

de Textielfederatie FEBELTEX anderzijds

**HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN**

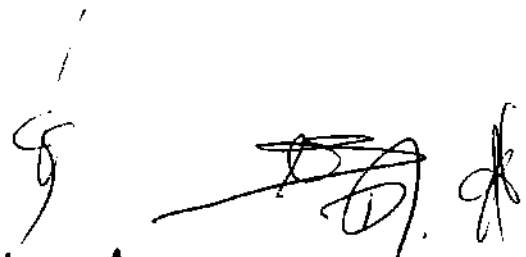
**I. TOEPASSINGSGBIED**

**Artikel 1**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle textiel- en breigoedondernemingen (hierna werkgevers genoemd) en op alle erin tewerkgestelde arbeiders en arbeidsters (hierna arbeiders genoemd) die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk, met uitzondering van de ondernemingen en de erin tewerkgestelde werkiieden die onder de bevoegdheid vallen van de paritaire subcomités voor textiel Verviers (P.S.C. 120.01), voor het Vlas (P.S.C. 120.02) en voor de Jute (P.S.C. 120.03).

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.
21 -12- 2005	24 -01- 2006	Nº

78.214 / col 120



## **II. DOELSTELLING**

### **Artikel 2**

Teneinde elk interpretatieprobleem te vermijden beslissen de ondertekende partijen om de CAO van 19/07/1973 van het nationaal P.C. voor de textielnijverheid en het breiwerk, betreffende sommige toekenningmodaliteiten inzake het gewaarborgd week- en maandloon te vervangen door de onderhavige overeenkomst.

## **III. VERWITTIGINGSPLICHT**

### **Artikel 3**

In geval van arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval, dient de arbeider onmiddellijk zijn werkgever te verwittigen.

Wanneer de arbeidsongeschikte arbeider weet dat de arbeidsongeschiktheid langer zal duren dan aanvankelijk werd bepaald, moet de werkgever onmiddellijk worden verwittigd.

## **IV. AFLEVERING VAN EEN GENEESKUNDIG GETUIGSCHRIFT**

### **Artikel 4**

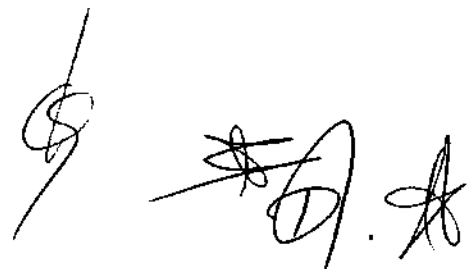
De arbeider bezorgt voor elke arbeidsongeschiktheid aan zijn werkgever een gedagtekend geneeskundig getuigschrift van zijn behandelende arts, dat melding maakt van de arbeidsongeschiktheid, alsmede van de waarschijnlijke duur ervan en of de arbeider zich met het oog op de controle al dan niet naar een andere plaats mag begeven.

Behoudens in geval van overmacht zendt de arbeider het geneeskundig getuigschrift op of geeft hij het af aan de werkgever, binnen twee werkdagen vanaf de eerste dag van de arbeidsongeschiktheid.

De eventuele verlenging van de arbeidsongeschiktheid dient binnen de twee werkdagen, door een nieuw medisch getuigschrift te worden gerechtvaardigd. Bij een nieuwe arbeidsongeschiktheid binnen de eerste veertien kalenderdagen die volgen op het einde van de vorige arbeidsongeschiktheid, moet op het medisch getuigschrift eveneens vermeld worden of de nieuwe arbeidsongeschiktheid al dan niet te wijten is aan een andere ziekte. Komt deze vermelding niet voor op het medisch getuigschrift, dan wordt vermoed dat beide arbeidsongeschiktheden aan dezelfde oorzaak te wijten zijn.

### **Artikel 5**

Wordt het geneeskundig getuigschrift niet of na de in artikel 4 voorziene termijn van twee werkdagen afgegeven of verzonden, dan kan aan de arbeider het recht op gewaarborgd week- en maandloon worden ontzegd voor de dagen van arbeidsongeschiktheid die de dag van de afgifte of verzending van het getuigschrift voorafgaan, behalve wanneer dit te wijten is aan overmacht.



## V. MEDISCHE CONTROLE

### Artikel 6

De arbeider mag niet weigeren een door de werkgever gemachtigd en betaald controlearts, die voldoet aan de bepalingen van de wet van 13 juni 1999 betreffende de controlegeneeskunde, te ontvangen noch zich door deze te laten controleren.

De controlearts moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

- hij moet gerechtigd zijn de geneeskunde uit te oefenen en vijf jaar ervaring hebben als huisarts of een daarmee vergelijkbare praktijk ;
- bij elke opdracht moet hij een verklaring van onafhankelijkheid ondertekenen, die dient als garantie dat hij volledig onafhankelijk is van de betrokken werkgever en arbeider ten aanzien van wie hij de controlegeneeskunde uitoefent ;
- hij mag ook niet de preventie-adviseur-arbeidsgeneesheer van de onderneming zijn.

### Artikel 7

Behoudens wanneer de behandelende arts van de arbeider oordeelt dat zijn gezondheidstoestand hem niet toelaat zich naar een andere plaats te begeven, moet de arbeider zich desgevraagd bij de controlearts aanbieden.

### Artikel 8

De medische controle vindt plaats mits toepassing van de volgende bepalingen :

- 1° - de plaats waar de medische controle door de controle-arts wordt uitgevoerd, zal zich op niet meer dan 15 km van de woonplaats van de arbeider bevinden. De voormelde afstand van 15 km kan gewijzigd worden door een gewestelijk of ondernemingsakkoord ;
- 2° - deze controle zal gebeuren tussen 8 en 18 uur ;
- 3° - de reiskosten van de arbeider zijn ten laste van de werkgever ;
- 4° - deze controle kan echter ook in de verblijfplaats van de arbeider gebeuren, overeenkomstig de vermeldingen op het geneeskundig getuigschrift. In dit geval zal de medische controle plaats hebben tussen 8 en 20 uur.

### Artikel 9

De controlearts gaat na of de arbeider werkelijk arbeidsongeschikt is, verifieert de waarschijnlijke duur van de arbeidsongeschiktheid en, in voorkomend geval, de andere medische gegevens voorzover die noodzakelijk zijn voor de toepassing van de wetgeving. Alle andere vaststellingen blijven onder het beroepsgeheim.

### Artikel 10

De controlearts overhandigt zo spoedig mogelijk, eventueel na raadpleging van de behandelende arts van de arbeider, zijn bevindingen schriftelijk aan de arbeider. Indien de arbeider op dat ogenblik kenbaar maakt dat hij niet akkoord gaat met de bevindingen van de controlearts, wordt dit door deze laatste vermeld op voornoemd geschrift.

## **Artikel 11**

Indien de arbeider verwaarloost de nodige formaliteiten te vervullen of de medische controle weigert of **onmogelijk maakt**, kan aan de arbeider het recht op gewaarborgd week- en maandloon worden **ontzegd**, met uitzondering van de **periode** van arbeidsongeschiktheid waarover geen betwisting is. De **aldus** niet bezoldigde dagen worden aanzien als dagen van ongerechtvaardigde afwezigheid.

Vanaf de datum van het eerste controleonderzoek waartoe de arbeider werd uitgenodigd of de datum van het eerste huisbezoek van de controlearts, kan aan de arbeider het recht op gewaarborgd week- en maandloon worden ontzegd, met uitzondering van de **periode** van arbeidsongeschiktheid waarover geen betwisting is.

## **VI. SCHEIDSRECHTERLIJKE PROCEDURE**

### **Artikel 12**

Onverminderd de bevoegdheid van hoven en **rechtbanken**, worden de geschillen van medische aard **welke** rijzen tussen de arbeider en de controlearts bij wijze van scheiderechterlijke procedure beslecht, **zoals** bepaald door art. 31, §5 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Het recht op het gewaarborgd week- en maandloon is verschuldigd voor de **periode** dat de arbeider als arbeidsongeschikt werd erkend naar aanleiding van de beslechting van het geschil.

## **VII. SLOTBEPALINGEN**

### **Artikel 13**

Deze CAO treedt in werking op 1 januari 2006. Zij wordt voor een onbepaalde tijd gesloten en kan door **elk** van ondertekende partijen opgezegd worden, **mits** betekening van een opzeggingstermijn van zes **maanden** aan de Voorzitter van het paritair comité.

### **Artikel 14**

De ondertekenende partijen vragen dat deze collectieve **arbeidsovereenkomst algemeen** verbindend zou verklaard worden per koninklijk besluit.

Gedaan te Gent op 19 december 2005

ACV-CSC Textura

A.B.V.V. Textiel, Kleding en Diamant